

Elues et universitaires en conclave à Marrakech

La représentation politique des femmes, quoi après le quota ?

Quoi après le quota, c'est le but ciblé dans la deuxième phase de l'étude sur l'« Evaluation des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes au Maroc ». Pendant deux jours, les 3 et 4 mai à Marrakech, experts, élus, représentants de partis politiques, de syndicats, d'organisations de droits humains et de la société civile, conseillers communaux, universitaires, chercheurs, femmes et hommes, de tous les fronts politiques de la région du sud, ont essayé de ressortir, via des exercices pratiques, avec de nouvelles bases de compréhension, les limites des mécanismes institutionnels de représentation politique des femmes. Des villes comme Taroudant, Marrakech, Inzegane, Chtouka Ait Baha, Agadir... ont été représentées. La conscientisation sur la problématique et la mobilisation pour de nouvelles perspectives s'impose.

La Phase I du « Projet de promotion de la représentation politique des femmes au Maroc », menée par Jossour Forum des Femmes Marocaines, en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert Stiftung, entre février et novembre 2017, a été conduite sous forme d'une recherche action qualitative et une approche participative au niveau national et international. Les résultats de cette étude font état d'une situation en contradiction avec la volonté Royale de promouvoir l'égalité et hisser les femmes aux plus hautes sphères du pouvoir, à la dynamique de développement socio-économique qui se dit être inclusive, aux Conventions internationales qui engagent le Maroc, aux principes constitutionnels d'équité, de justice, d'égalité et de parité, et à l'exigence démocratique imposée par une population de plus de 51% de femmes.

Aujourd'hui, force est de constater que des dizaines de mécanismes juridiques et institutionnels (liste nationale, quotas, sièges annexes, réservation de sièges, principe d'alternance, Fonds de soutien...) sont effectivement mis en œuvre pour faciliter l'entrée des femmes dans l'arène politique. Même le système électoral proportionnel utilisé est supposé être plus favorable aux femmes. Seulement, les résultats sont en deçà des espérances du mouvement féminin. Ces mesures se sont révélées être des techniques électorales offertes gracieusement et périodiquement aux femmes sans impacter de changement ni dans les partis politiques, premiers responsables, ni dans la société de plus en plus conservatrice. Ces mesures, non coercitives de surcroît, ont divisé les femmes, favorisé le clientélisme et les plus nanties et surtout dénaturé la logique politique. La parité reste la recommandation principale de cette recherche action.

Pour la deuxième phase du projet, après une concertation au niveau de la région du Nord du Maroc, une deuxième table ronde s'est déroulée à Marrakech avec des représentants(es) du Sud du Maroc. Outre le débat et la présentation des résultats de l'étude sur l'évaluation des mécanismes de la représentation politique des femmes au Maroc par son auteure Mme Ouafae Ben Abdennebi, les tables rondes ont connu des réflexions profondes et un débat constructif. Des exercices pratiques ont été faits par Mme Halima Zine Al Abidine, auteure et membre de Jossour Forum des femmes marocaines et M. Anas Hasnaoui, membre du conseil d'administration de l'Espace Associatif.

Mme Batirte Eguiluz Herrera, coordinatrice de programmes au bureau de la Fondation Friedrich-Ebert au Maroc a parlé de cette recherche action, gage de l'engagement et d'un immense travail au

profit des droits des femmes. L'égalité étant le principe fondamental de la démocratie, il a été prouvé que l'insertion des femmes permet une croissance économique plus rigoureuse. Ajoutant que l'année 2017 a été décisive pour le féminisme, comme courant de pensée, en matière d'égalité et que, pour un meilleur ancrage, il faudrait des femmes en politique, surtout dans des postes décisionnels. Le Maroc a réalisé d'énormes progrès institutionnels tels que la Constitution, seulement la représentation politique est faible aux niveaux local, régional et national, alors que c'est l'indicateur de la qualité de la démocratie dans le monde. La démocratie étant un incubateur de l'égalité.

Mme Rhizlaine Benachir, Vice-Présidente de l'association Jossour FFM, coordinatrice de la première phase, a parlé du projet, étalé à plus d'un an, et qui est un long et riche processus. L'étude a été effectuée sous forme de recherche action sur la base des résultats électoraux 2015-2016 et des mécanismes institutionnels au Maroc. La démarche de la phase I a été qualitative, participative et inclusive avec les forces vives du pays et a fait appel à des informateurs clés, des personnes qui ont des expériences et des compétences personnelles : société civile, partis politiques, syndicats..., qui ont pu évaluer les mécanismes, conformément à l'esprit de la Constitution. L'objectif est la consolidation de la démocratie au Maroc par la représentation politique des femmes.

« La principale recommandation était l'appropriation des droits des femmes, avec les femmes et pour les femmes. Mais aussi travailler sur le terrain, parce qu'on a fait l'expérience de la chaise vide qui a pu être saisie par le « conservatisme ». Aujourd'hui, on doit travailler sur un seul mécanisme qui est la parité, la clé de la meilleure représentation des femmes. Œuvrer pour la présence des femmes en politique consiste à focaliser sur un avenir paritaire incluant tous les domaines ».

Mme Ouafae Ben Abdennebi a présenté les recommandations de l'étude sur l'évaluation des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes au Maroc. Il en est sorti qu'il fallait préserver les acquis, créer un mouvement national unifié et progressiste et instaurer la parité.

Pour Mme Ouafa Hajji, membre fondatrice de Jossour FFM, coordinatrice de la phase II du projet, elle a parlé de la représentation politique des femmes à l'épreuve de la pratique.

Le diagnostic des mécanismes a mis en exergue les barrières socio-culturelles et de l'éducation, les responsabilités familiales, un système électoral en défaveur des femmes, les défaillances des partis politiques quand il s'agit du choix des élus, autrement



dit la politique interne des partis politiques, le problème de financement des élections et les limites des mécanismes et des législations. D'autres problématiques surgissent, c'est que les femmes se soumettent à la ligne de leurs partis au détriment des droits des femmes et que les activistes féminines ne sont plus dans les partis mais s'intègrent de plus en plus dans les associations. En plus du fait réel que les compétences sont exigées pour les femmes et les moyens financiers pour les hommes.

L'objectif de la phase II est la consolidation de la démocratie au Maroc pour la promotion de la représentation politique des femmes et du leadership politique, médiatiser les résultats de la première phase, recueillir les avis des plus hauts niveaux hiérarchiques pour la parité en associant des experts, juristes, constitutionnels à la réflexion sur un instrument juridique efficace garantissant la parité dans les postes de décision, sinon on aura raté le rendez-vous de la démocratie. A travers des exercices pratiques, Mme Halima Zine Al Abidine a parlé de la représentation politique des femmes à l'épreuve de la pratique : quelle place pour les femmes en politique. On reproduit nos cultures et on les nourrit. C'est pour cela qu'il faut l'appropriation, moyen le plus efficace qui pousse aux changements. Les débats étaient riches et légitimes reflétant les réalités de terrain. Il y a un contre courant d'obscurantisme contre ce courant féminin et qui demande d'unifier nos efforts pour ne pas rater le rendez-vous de 2021 des prochaines élections. Il faudrait une parité, à compter en premier lieu, au niveau des partis politiques.

M. Anas Hasnaoui, a montré le moyen de passer des quotas à la parité. Après une phase d'exercice, qui a permis l'approfondissement de la réflexion sur le quota, il s'est avéré

qu'on ait besoin d'un argumentaire : le champ sémantique sur lequel on travaille, et, d'une stratégie de plaidoyer. Unifier nos efforts sur des niveaux institutionnels : l'Etat, les syndicats, les ONG, les partis politiques, à travers un plan de travail sur l'arsenal juridique, jouer sur les mentalités et le culturel, trouver d'autres outils de travail et les intégrer dans les politiques publiques.

Tout ce travail ne se fera pas sans un mouvement citoyen, autrement dit, la société civile. Car, la parité est un projet sociétal. Et que l'on veuille ou non, on devrait être porteur de ce projet sociétal.

Lors de la deuxième journée a été présenté « Le manuel des citoyens : comment conduire une pétition ? » par Mme Ben Abdennebi et sa préparation en 6 étapes. C'est un mécanisme qui pourrait être aussi de promotion de la représentation politique des femmes. C'est une perspective qui pourrait être prospectée pour de meilleurs résultats.

Mme Bouchra Bouchentouf, membre de l'association a, par ailleurs, donné un aperçu de la première journée, un récapitulatif des phases du projet et montré que c'est une forme de sous-développement que de marginaliser les femmes et de les exclure des postes clés économiques et politiques du pays. Il est inconcevable qu'il y ait des sociétés modernes et de réaliser le développement d'un pays sans la promotion des droits des femmes. Elle a aussi parlé de la pétition comme moyen efficace, en présentant aux participants ses conditions et sa méthodologie. Ajoutant que l'exemple le plus performant est la pétition du million de signataires pour la réforme du Code de la famille et qui a pu aboutir.

Bouteina BENNANI

Conférence internationale « Mothers4Peace »

Les mères, au cœur du changement pour une culture de paix

Organisée par Make Mothers Matters, en collaboration avec CARE International Maroc, la conférence #Mothers4Peace met en avant le rôle des mères pour la prévention des conflits et la promotion d'une culture de la paix. Si la montée de la violence, des conflits et des déplacements forcés touche majoritairement les mères, celles-ci ne sont pas seulement des victimes, mais également des actrices de transformation de la société, à tous les niveaux.



La conférence a été ouverte par SAR La Princesse Esmeralda de Belgique, auteure du livre Femmes Prix Nobel de la Paix : « La mère est une école, un moteur de paix ; elle transmet la patience et la tolérance ; mais les pères ont un rôle de soutien très important. Il faut beaucoup de courage aux femmes pour trouver une solution. Partout les femmes s'activent dans l'ombre, sans ressources, sans support ».

Face à la montée de la violence, des conflits et des déplacements forcés qui touchent en priorité les mères, le but est de mettre en avant leur rôle essentiel en tant qu'actrices de paix. Partout dans le monde où la violence règne, quelle soit domestique ou communautaire, locale ou généralisée, quelle soit isolée ou institutionnalisée à cause de la guerre, des femmes, des mères en sont victimes. Elles se lèvent pour dire STOP, pour communiquer à nouveau, pour ouvrir des portes et pour réconcilier.

Cet événement a pour objectif de souligner le potentiel inexploité des mères agissant comme acteurs de paix et l'impact de ce potentiel mis en œuvre sur les plans familial, local, national et international.

Les neurosciences montrent aujourd'hui le lien qui existe entre l'environnement de vie pendant la petite enfance et le bien-être à long terme, ainsi que des comportements plus pacifiques au sein des familles et des communautés. Dr Rima Salah, professeur au Yale Child Study Centre, plaide donc pour des investissements plus importants pour

soutenir le développement de la petite enfance, à la fois comme un chemin vers la paix à la maison, dans la communauté et la société en général, et comme un chemin de transformation sociale et de prévention des violences.

Pour Gary Barker, de l'Institut Promundo, le point de départ est de promouvoir auprès des futurs pères une paternité co-responsable, positive et non-violente. Une formation à une paternité positive avec 1700 pères et leurs partenaires au Rwanda a par exemple permis de réduire de 50% les violences faites aux femmes et de 30% les violences faites aux enfants. L'implication des pères au sein des foyers, dès la grossesse, est également essentielle pour redistribuer le travail familial non rémunéré et permettre ainsi aux mères d'assumer pleinement leur rôle d'agent économique et de citoyenne dans la société, ce qui contribue également à la paix.

Betty Batoul, ancienne victime de violences, Femme de Paix Belgique 2012 et présidente de l'Association Succès au Maroc, est intervenue pour dire que « Les femmes donnent la vie et sont prêtes à tout pour la préserver. Leur donner la place qui leur revient dans les processus de paix, c'est faire évoluer les mentalités. La paix qui découle de l'amour est la seule chose à laquelle nous aspirons tous et c'est gratuit ». Au niveau communautaire, sensibiliser les mères sur leurs compétences et leur pouvoir de transformation, c'est ce que font les « Ecoles de mères » établies par Women

Without Borders un peu partout dans le monde dans le cadre son programme de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Il faut que les mères prennent confiance en elles.

Yasmina Sarhrouny, de Creative Associates a souligné que les mères doivent être reconnues et soutenues dans ce rôle de catalyseurs de changement dans leur communauté. Néanmoins, elle a rappelé l'importance de ne pas trop leur mettre sur les épaules puisqu'elles ont déjà beaucoup de responsabilités surtout quand elles vivent dans un contexte de pauvreté ou de vulnérabilité.

CARE International Maroc a témoigné de ses interventions auprès des femmes et des mères à travers différentes initiatives telles que l'inclusion économique des femmes vulnérables et leur autonomisation, l'accompagnement dans la parentalité positive et la sensibilisation des foyers sur la violence domestique basée sur le genre. Ces actions ont été illustrées par des témoignages poignants de femmes de terrain, de mères, soulignant leur transformation après avoir été équipées et formées.

Pour Khadija Moufid, présidente du Centre d'études sur la famille et de recherches sur les valeurs et les lois au Maroc, il faudrait faire une marche internationale des mères pour la paix pour les sensibiliser sur leur pouvoir d'action et leurs compétences et appeler les décideurs à agir et promouvoir la justice.

Au niveau international, #Mothers4Peace s'inscrit dans la continuité de la conférence organisée en septembre 2016 à Rabat par le gouvernement marocain, sur l'importance d'intégrer une perspective genre dans toutes les actions de promotion de la paix, y inclus la prévention, la résolution des conflits et la construction de la paix. C'est ce que prône la résolution 1325 adoptée en 2000 par les Etats membres de l'ONU. Mais de nombreux Etats doivent encore adopter un plan d'action national pour la mettre en œuvre.

Make Mothers Matter

Make Mothers Matter (MMM) est une ONG internationale apolitique et non confessionnelle créée en 1947 à l'UNESCO avec statut consultatif général à l'ONU. Sa mission est de faire valoir et de soutenir le rôle essentiel des mères pour la paix et pour le développement social, économique et culturel des sociétés. MMM fait valoir l'universalité et l'importance du rôle économique, social et culturel des mères, fondé sur leurs compétences et leur responsabilité en tant que premières éducatrices de leurs enfants. MMM articule son action autour de deux pôles : réseau, terrain et plaidoyer. En collaboration avec ses associations membres sur le terrain, MMM agit dans le but d'influencer les politiques et l'opinion publique afin d'apporter des changements positifs dans la vie des mères. Travailler pour et avec les mères, en les associant aux projets de développement, a des effets bénéfiques sur leurs enfants, leur famille et plus largement sur la société.

CARE International Maroc

CARE International Maroc est une association qui a pour mission de soutenir les individus et les familles des communautés les plus démunies en contribuant à l'égalité des chances. Forte de sa diversité, de ses ressources et de son expérience, elle encourage des solutions innovantes au vu d'un changement durable et intervient actuellement dans les domaines de l'éducation, de l'autonomisation économique et de la gouvernance.

Les coopératives agricoles féminines, un levier économique pour les provinces du Sud

Par Kawtar Tijari

Parmi les multiples stands du 13ème Salon international de l'Agriculture au Maroc (SIAM), celui des produits du terroir s'est illustré cette année par une participation aussi exceptionnelle que diversifiée de nombreuses coopératives et associations féminines, notamment celles issues des provinces du Sud du Royaume qui mettent en avant les produits locaux de cette région.

Pour ces coopératives et associations, le pôle des produits du terroir offre de réelles opportunités pour faire connaître les produits locaux et les commercialiser à l'échelle nationale et internationale, sachant que ce pôle est considéré comme un passage incontournable du Salon, jamais à court de curieux en provenance de toutes les régions du Royaume. C'est ainsi que les visiteurs ont pu découvrir la coopérative agricole féminine «Aknari» située à la commune de Shouya dans la province de Sidi Ifni où poussent les trois types de cactus, «Achefri», «Issa» et «Moussa». Cette coopérative a, en effet, été la première expérience nationale dans le domaine de la production et de la commercialisation des dérivés naturels et locaux des figues de barbarie.

A l'occasion de sa participation au SIAM 2018, la coopérative a dévoilé un produit inédit. Il s'agit de la poudre des raquettes de cactus, un produit qui contient, selon la trésorière d'Aknari, Fatima El Hili, de grandes quantités de vitamines A et C ainsi que des fibres et sels minéraux. Dans une déclaration à la MAP, Mme El Hili a indiqué que cette poudre est issue du broyage des raquettes séchées des cactus à l'aide

de machines conçues à cet effet, notant que cette poudre peut être utilisée dans la préparation de pâtisseries et de plats spéciaux pour les personnes qui suivent un régime amincissant, ou celles souffrant d'un diabète ou de cholestérol. Mme El Hili a en outre mis en relief initiative de l'«Association Ifni Ait Baamrane pour le Développement» qui était à l'origine de la création de la coopérative «Aknari» afin d'améliorer les conditions économiques et sociales de la femme rurale dans les provinces du sud du Royaume, ainsi que ses efforts en faveur de la valorisation des produits naturels locaux. Elle a souligné à cet égard que grâce à cette coopérative, plus de 50 femmes ont pu être insérées dans le marché du travail et qui opèrent aujourd'hui dans l'activité de transformation du cactus. Cette plante est la base de plusieurs produits comme l'huile, le savon, la confiture, le thé et la farine de cactus, a-t-elle expliqué.

Créée en 2001 avec le soutien d'Oxfam Québec, la coopérative féminine «Aknari» produisait lors de ses premières années d'activité de la confiture et des raquettes de cactus ainsi que de la confiture des dattes avec des procédés traditionnels. La coopérative a adopté des méthodes et des procédés de production plus avancés après s'être dotée d'équipements modernes de fabrication de la confiture de cactus ainsi que de machines d'extraction de l'huile d'argan avec l'appui de quelques partenaires dont le ministère de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, l'Union européenne et deux associations du Canada et du Japon. Mme El Hili a en outre souligné que la coopérative «Aknari» a pu accéder à certains marchés internationaux dont ceux de France, d'Espagne, d'Allemagne et des Etats-Unis. La coopérative «Aknari» représente à la 13è édition du SIAM la région de Guelmim-Oued Noun qui participe à cet événement avec 21 coopératives dont 9 féminines.